



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

QUARANTIÈME SESSION

Budapest (Hongrie), 27 et 28 septembre 2017

**Pas de laissés-pour-compte: difficultés et possibilités concernant
l'intégration systématique des questions de parité hommes-femmes dans les
travaux de la FAO**

Résumé

Le présent document fait brièvement le point sur les progrès accomplis par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en matière d'égalité des sexes dans la région, dans le cadre de son mandat et de ses engagements au titre de la politique de l'Organisation relative à l'égalité des sexes et de la Stratégie régionale sur l'égalité des sexes adoptée en janvier 2016.

Il vise en particulier à informer les membres de la Commission sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'approche du Réseau pour la parité et la protection sociale et d'autres activités. Le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a travaillé activement à la promotion de l'égalité hommes-femmes dans la région en la considérant comme une question transversale qui concerne tous les domaines relevant de son mandat technique; en renforçant les connaissances sur les questions liées au genre et à l'agriculture dans la région et en établissant des partenariats, et en renforçant les capacités de son personnel et des partenaires nationaux en vue de mieux comprendre comment les questions liées aux inégalités entre les sexes, à la précarité et à l'exclusion sociale peuvent affecter le développement rural et agricole. Le présent document propose un aperçu des principaux résultats atteints à ce jour, et permet un échange d'idées sur les futures mesures et actions qui constitueront le cœur de la prochaine phase de la Stratégie Régionale 2018-2022 sur l'égalité des sexes du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mu350

Indications que la Commission est invitée à donner

La Commission européenne d'agriculture est invitée à:

- 1) Examiner les travaux du Bureau régional de la FAO sur l'égalité des sexes en Europe et en Asie centrale, présentés dans la Note d'information et repris dans les paragraphes 9 à 25;
- 2) Formuler des observations et des suggestions concernant les travaux de la FAO en faveur de l'égalité des sexes dans la région pour les années à venir, décrits dans la Note d'information aux paragraphes 26 à 29;
- 3) Approuver les recommandations à l'intention des États Membres qui s'inspirent des conclusions des évaluations de la parité hommes-femmes dans les pays et formulées dans l'Appel conjoint à l'action¹, tel que décrit au paragraphe 30.

I. Introduction

1. En 2006, le Conseil des chefs de secrétariat (CCS) a approuvé le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes², l'ONU-SWAP³ (ONU Femmes, 2012). L'ONU-SWAP est contraignant pour tous les organismes de l'ONU, et depuis 2012 l'ensemble du système des Nations Unies présente un rapport annuel sur l'ONU-SWAP au Conseil économique et social.

2. Comme d'autres institutions des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a adopté la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes⁴ en 2012, dans le cadre d'ONU-SWAP. Cette politique oriente le Cadre stratégique de la FAO et ses cinq Objectifs stratégiques et son Objectif technique, qui intègre de manière explicite les questions de parité dans l'ensemble des objectifs et en particulier dans la Résultante 6.3⁵ du Programme de travail et budget 2016-2017⁶. Afin de s'assurer que la question de l'égalité des sexes soit pleinement intégrée dans ses travaux normatifs et projets, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a élaboré et adopté, en 2016-2017, sa première stratégie régionale sur l'égalité des sexes⁷, qui définit les mesures permettant de promouvoir la parité dans l'agriculture et le développement rural dans la région d'une manière plus pratique et économique, comme recommandé par la trente-huitième session de la Commission européenne d'agriculture (ECA, 2014)⁸ et approuvé par la trente-neuvième Conférence régionale pour l'Europe (ERC, 2014, Bucarest). Ces recommandations comprenaient également les décisions relatives à la suppression du Groupe de travail sur la femme et la famille dans le développement rural.

3. Ainsi, l'objectif de ce document d'information est de faire le point sur les progrès accomplis par la FAO dans la Région Europe et Asie centrale en matière d'intégration des questions de parité et d'intégration sociale dans les travaux de l'Organisation et de solliciter des recommandations et des observations auprès des États membres relatives aux prochaines étapes et aux résultats attendus pour 2018-2022.

¹ <http://www.fao.org/3/a-i7020e.pdf>

² www.unwomen.org/en/how-we-work/un-system-coordination/promoting-un-accountability

³ <http://www.unwomen.org/en/how-we-work/un-system-coordination/promoting-un-accountability>

⁴ <http://www.fao.org/docrep/017/i3205e/i3205e.pdf>

⁵ «Services de qualité et approches cohérentes permettant de travailler sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, qui débouchent sur un renforcement des capacités des pays en matière de formulation, de mise en œuvre et de suivi des politiques et programmes qui donnent des possibilités égales aux femmes et aux hommes».

⁶ Plan à moyen terme 2014-2017 (révisé) et Programme de travail et budget 2016-2017 du Directeur général <http://www.fao.org/3/a-mm710f.pdf>

⁷ <http://www.fao.org/3/a-i5501e.pdf>

⁸ http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/Europe/documents/Events_2014/ECA2014/ECA_38_14_5_fr.pdf

II. Contexte: inégalités entre les sexes en Europe et en Asie centrale

4. L'indice d'inégalités de genre en Europe et en Asie centrale est de 0,279, 0 représentant une égalité totale et 1 une inégalité totale (PNUD, 2015). Même si cet indice est le plus évolué dans le monde, les discriminations fondées sur le sexe persistent dans la région. La situation varie bien sûr d'un pays à l'autre, mais le point commun est que les femmes qui vivent dans des zones rurales ou isolées sont davantage susceptibles d'être touchées par la discrimination et la pauvreté, comme l'a démontré la FAO au moyen de recherches et d'études menées ces dernières années au niveau des pays et de la région⁹. Les femmes issues de groupes minoritaires, les femmes avec des enfants, les femmes âgées, les femmes souffrant de handicap et celles peu instruites sont généralement encore plus défavorisées. Toutes les inégalités entre les sexes trouvent leur origine dans des pratiques et des normes sociales établies par la société qui impliquent certains types de comportements pour les femmes et les hommes et attribuent un statut inférieur aux femmes. Ce phénomène est nourri et renforcé par les systèmes idéologiques, économiques, politiques, juridiques et institutionnels, les attitudes et les stéréotypes sur les rôles des hommes et des femmes qui accordent moins de visibilité aux contributions réelles des femmes dans les domaines de l'agriculture, des forêts ou de la pêche.

5. En dépit d'avancées majeures en matière de statistiques sexospécifiques et d'études qualitatives dans les pays de la région, de nombreuses formes d'inégalités entre les sexes restent invisibles ou difficiles à observer: par exemple le travail des femmes rurales dans les exploitations familiales en tant que travailleuses familiales non rémunérées; et/ou l'accès des femmes rurales aux ressources et moyens de production (terres, crédit, intrants agricoles, etc.) et leur capacité à les contrôler. La FAO a contribué à la production de données sur les inégalités entre les sexes dans les moyens d'existence agricoles et ruraux en conduisant des évaluations de la parité hommes-femmes¹⁰ dans les pays de la région. La principale conclusion est que malgré un fort taux d'activité économique, (elles représentent, en moyenne, la moitié de la main-d'œuvre agricole), les femmes rurales sont surreprésentées dans les emplois manuels familiaux, informels et non-rémunérés, et sont rarement déclarées; elles ne se considèrent par ailleurs que rarement gestionnaires ou cogestionnaires des exploitations agricoles. Dans certains pays, où des évaluations sexospécifiques nationales ont été menées, entre 60 et 87 pour cent des femmes travaillant dans le secteur agricole le font de manière informelle ou en tant que travailleuse familiale, tandis que seules 6,5 à 31 pour cent des exploitations agricoles sont dirigées par des femmes.

6. Malgré la rareté des données, certains indicateurs démontrent que l'accès des femmes rurales aux actifs et aux ressources (terres, eau, pâturages, bétail, crédit, subventions, services de conseil rural ou pouvoir décisionnel) est également limité. Ainsi, le pourcentage des femmes bénéficiant de services de conseil rural peut descendre à 10 pour cent de l'ensemble des bénéficiaires, et le pourcentage des femmes propriétaires de matériel agricole peut même chuter à 5 pour cent de l'ensemble des propriétaires. La partialité des pratiques d'héritage en faveur des enfants de sexe masculin et les mariages patrilocaux font partie des raisons qui expliquent l'accès limité des femmes à la terre. Même

⁹ Plus de détails sont disponibles dans les publications du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale publiées en 2016-2017: National Gender Profile of Agricultural and Rural Livelihoods: Kyrgyzstan. Country gender assessment series (également disponible en russe); National Gender Profile of Agricultural and Rural Livelihoods: Republic of Tajikistan. Country gender assessment series (également disponible en russe); National Gender Profile of Agricultural and Rural Livelihoods: Turkey. Country gender assessment series (également disponible en turque); Gender, agriculture and rural development in Albania. Country gender assessment series (également disponible en albanais); Gender, agriculture and rural development in Armenia. Country gender assessment series (également disponible en arménien); Gender and Rural Development in Eastern Europe and Central Asia: Key Issues (également disponible en russe) – un bref aperçu des principales questions liées à la parité pertinentes en Europe de l'Est, dans les Balkans, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Gender equality, social protection and rural development in Eastern Europe and Central Asia: Insights from the Region (également disponible en russe). Cette publication a été publiée de nouveau en avril 2017 par l'*International agriculture magazine* basé à Moscou: <http://cyberleninka.ru/article/n/razvitie-selskih-territoriy-rossii-sotsialnye-i-gendernye-problemy>;

¹⁰ Comme indiqué dans la note de bas de page précédente

lorsqu'elles sont légalement propriétaires de terres, les pratiques d'enregistrement (qui ont tendance à privilégier l'enregistrement du nom d'un membre masculin de la famille) limitent dans les faits le plein exercice de leurs droits. La situation des femmes rurales est aggravée par un doublement ou un triplement de leur charge de travail en raison des activités domestiques et familiales¹¹, qui pèsent dans la majorité des cas sur les femmes. Le faible niveau d'infrastructure et de technologie dans les ménages ruraux a une incidence directe sur la charge de travail domestique des femmes rurales, qui est deux fois plus importante que celle des femmes urbaines, et jusqu'à six fois plus importante que celle des hommes ruraux, ce qui limite sensiblement les possibilités de prendre part à des activités économiques rémunérées.

7. Comme ailleurs dans le monde, les femmes rurales de la région ont un accès limité aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux pratiques agricoles innovantes par rapport aux hommes et aux femmes qui vivent dans les zones urbaines. Cette situation contribue à l'écart salarial entre les hommes et les femmes: ces dernières gagnent entre 60 et 85 pour cent du revenu d'un homme, et accèdent moins facilement aux emplois décents et aux emplois non agricoles, ce qui augmente le risque pour elles de tomber dans la pauvreté, en particulier pour les plus âgées. Dans le contexte des défis et des tendances dans la région, notamment le changement climatique, les catastrophes naturelles et les migrations, l'accès des femmes – et particulièrement des jeunes femmes – aux ressources et aux opportunités économiques devient encore plus problématique.

III. Mise en œuvre de la Stratégie régionale de la FAO sur l'égalité des sexes (2016-2017)

8. La FAO est pleinement engagée en faveur de la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes dans le secteur agricole et de l'autonomisation des femmes rurales afin de renforcer l'efficacité, et donc l'impact, des interventions de développement et de l'assistance technique qu'elle fournit aux États Membres en vue de réaliser les objectifs de développement durable du Programme 2030. Dans ces travaux visant à lutter contre les inégalités entre les sexes dans la région, la FAO s'appuie sur sa première Stratégie régionale sur l'égalité des sexes pour l'Europe et l'Asie centrale 2016-2018 (FAO, 2016f)¹². Selon cette stratégie, les principaux domaines d'action de la FAO dans la région pour la période 2016-2017 sont les suivants:

A. Renforcement des capacités et sensibilisation des partenaires nationaux et du personnel technique de la FAO, grâce à la production de connaissances, à la promotion et au soutien de la production de statistiques sexospécifiques favorisant l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies agricoles fondées sur des données probantes;

B. Autonomisation économique des femmes rurales, en favorisant la création de revenus et leur diversification et un meilleur accès aux marchés; et

C. Intégration des questions de parité dans l'assistance technique de la FAO, en intégrant l'égalité des sexes, les droits de l'homme et l'intégration sociale dans les stratégies agricoles, les cadres de programmation par pays, les projets de coopération technique et autres programmes et projets financés par des fonds fiduciaires, notamment le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (FAO, 2016f, p.3).

¹¹ Le travail familial, ou soins familiaux non rémunérés, fait référence aux activités, généralement dans le cadre du foyer, qui comprennent les soins aux membres de la famille, comme l'éducation des enfants et les soins apportés aux personnes âgées ou malades. Il est étroitement lié aux tâches domestiques que sont le ménage, la cuisine, etc. Dans la plupart des sociétés ces tâches sont effectuées par les femmes et sont considérées comme un prolongement de leur rôle «naturel». Dans la théorie de la parité et du développement, ce terme renvoie à la façon dont les femmes en particulier sont assignées à la sphère domestique, dans laquelle le travail familial n'est ni reconnu, ni indemnisé.

¹² <http://www.fao.org/3/a-i5501e.pdf>

A. Renforcement des capacités et sensibilisation

9. Depuis deux ans, le renforcement des capacités et la sensibilisation occupent une place centrale dans les travaux de l'équipe chargée de la parité au sein du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale. Ces activités ont principalement visé le personnel technique de la FAO, les points de contact pour les questions de parité du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, du Bureau sous-régional pour l'Asie centrale et des bureaux des pays, ainsi que les partenaires nationaux, les ministères de l'agriculture, les bureaux nationaux de statistique et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales.

10. Conformément aux recommandations de la Conférence régionale pour l'Europe et de la Commission européenne d'agriculture visant à renforcer les capacités nationales et régionales en Europe et en Asie centrale permettant d'aborder les questions d'égalité des sexes, d'intégration sociale et de développement rural, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a participé à l'établissement et au renforcement d'un réseau régional d'experts, destiné à superviser et à fournir des analyses factuelles et pertinentes aux responsables politiques de la région. Ce réseau est considéré comme le prolongement direct du Groupe de travail de la Commission européenne d'agriculture sur la femme et la famille dans le développement rural, qui a été supprimé par la Conférence régionale pour l'Europe et la Commission européenne d'agriculture en 2014¹³. La révision des activités de promotion en faveur de l'égalité des sexes dans la région en un réseau d'experts plutôt qu'une réunion des représentants gouvernementaux est conforme à la volonté de produire des analyses factuelles et utiles à l'élaboration des politiques.

11. La première réunion du réseau régional, organisée à Minsk en février 2016, a rassemblé des analystes politiques dans le but d'examiner et d'analyser les questions qui recoupent l'égalité des sexes, la protection sociale et le développement rural dans la région. Globalement, on constate que les approches multidisciplinaires ne sont pas suffisamment présentes dans la recherche, les données documentaires et les discours publics pour permettre une compréhension détaillée et rigoureuse de ces questions interconnectées dans le contexte de la région. En organisant la réunion des experts régionaux, la FAO a voulu attirer l'attention des parties prenantes et les sensibiliser à ces questions critiques pour le développement socioéconomique de la région. En outre, la réunion a permis au secrétariat d'estimer l'utilité d'un tel réseau et la marche à suivre à l'avenir. L'atelier a démontré que la meilleure façon d'utiliser le réseau régional est de lui commander des rapports analytiques ciblés sur des thèmes présentant un intérêt particulier pour les États Membres de la FAO. De tels produits se révéleront très utiles pour produire des analyses fondées sur des données probantes et propices à l'élaboration des politiques. L'atelier de Minsk a produit la publication *Gender Equality, Social Protection and Rural Development in Eastern Europe and Central Asia*¹⁴ (disponible en anglais et en russe), qui a été lancée en février 2017 dans la Bibliothèque scientifique agricole centrale de la Fédération de Russie, via un séminaire en ligne également suivi dans d'autres parties de la région¹⁵.

12. Compte tenu de la nécessité de traiter différentes questions ou d'atteindre certains objectifs ou résultats en lien avec l'égalité des sexes, la FAO peut organiser des réunions annuelles du réseau pour la parité et la protection sociale, dans la mesure où la participation évolue en fonction des thèmes abordés. Ces réunions constitueront une plateforme générant et stimulant le dialogue sur des questions de parité, de protection sociale, d'agriculture et de développement rural à l'appui de politiques soucieuses de répondre aux besoins des groupes défavorisés.

¹³ Voir la trente-huitième session du Rapport de la Commission européenne d'agriculture
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/Europe/documents/Events_2014/ECA2014/Report_r1_fr.pdf
(para. 17b)

¹⁴ <http://www.fao.org/publications/card/en/c/4f81a152-615a-45df-8be9-2fd722cbcca1/>

¹⁵ <http://www.fao.org/europe/news/detail-news/en/c/470650/>

13. Une conférence de haut niveau *Promoting socially inclusive rural development in Europe and Central Asia: Action for the 2030 Agenda*¹⁶ a été organisée et accueillie par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en collaboration étroite avec l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) du 30 janvier au 1^{er} février 2017 à Vilnius (Lituanie), dans le cadre d'une stratégie de renforcement des capacités et pour faire suite à la manifestation de haut niveau Aux côtés des femmes rurales, intensifions nos efforts pour en finir avec la faim et la pauvreté¹⁷, organisée le 16 décembre 2016 à Rome (Italie), par la FAO, la présidence slovaque du Conseil européen et de la Commission européenne, en étroite collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et ONU Femmes.

14. La conférence de Vilnius a fourni une plateforme propice au dialogue et aux échanges sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'intégration des questions relatives à l'égalité des sexes dans le développement rural. Elle a permis de renforcer les capacités des parties prenantes nationales et les engagements envers un développement rural et agricole socialement inclusif dans la région. Ont assisté à la conférence plus de 60 participants de plus de 20 pays de la région, notamment des représentants de haut niveau des ministères de l'agriculture et des ministères connexes, des parlementaires, des représentants de la société civile, du secteur privé et du milieu universitaire, du personnel de la FAO issu du Siège, des bureaux de pays de la région ainsi que du bureau régional et sous-régional. Le principal résultat de la conférence est un Appel conjoint à l'action¹⁸ pour la promotion d'un développement rural socialement inclusif en Europe et en Asie centrale qui réaffirme l'engagement des États Membres et de la FAO à œuvrer en faveur de l'égalité des sexes. Cet Appel conjoint à l'action propose une voie concrète pour la mise en œuvre efficace, et tenant compte de la parité, des ODD du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les domaines relevant du mandat de l'Organisation, et se compose d'un ensemble de recommandations détaillées à l'intention de la FAO, des gouvernements nationaux et des représentants de la société civile et du secteur privé (FAO, 2017).

15. Outre ces principaux domaines d'activité, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale accorde une attention égale au renforcement quotidien des capacités de ses fonctionnaires techniques en poste dans les bureaux régionaux, sous-régionaux et des pays, en proposant des formations en face-à-face ou en ligne, des séances d'information, et des consultations individuelles, ainsi qu'un appui aux points de contact pour les questions de parité sur le terrain, aux fonctionnaires des projets et aux acteurs nationaux engagés dans la mise en œuvre des projets de la FAO. Des outils spécifiques à la région, comme la publication *Gender mainstreaming and human rights-based approach*¹⁹ pour les fonctionnaires techniques, ont été élaborés et mis à disposition du personnel de la FAO et des partenaires nationaux (en anglais et en russe) en janvier 2017. La présentation et la diffusion de cet outil ont été accompagnées de plusieurs séances d'information et de formation dans le courant de 2016 et 2017, à destination des fonctionnaires techniques et du personnel des projets de la FAO, dans les bureaux régionaux, sous-régionaux et des pays. Depuis l'année dernière, plus de 100 agents de la FAO et des parties prenantes clés ont reçu une formation sur l'intégration des questions de parité.

16. Actuellement, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale réalise un inventaire dans le domaine de la parité, avec pour objectif principal:

- de mettre en lumière les réalisations, ainsi que les lacunes et les difficultés, relatives à la promotion de l'égalité des sexes dans les travaux des bureaux régionaux et sous-régionaux de Budapest et d'Ankara;
- de recenser les besoins en renforcement des capacités pour l'intégration des questions de parité et formuler des recommandations sur la manière d'y répondre;

¹⁶ <http://www.fao.org/europe/events/detail-events/en/c/461793/>

¹⁷ <http://www.fao.org/about/meetings/rural-women-end-hunger/fr/>

¹⁸ <http://www.fao.org/3/a-i7020e.pdf>

¹⁹ <http://www.fao.org/3/a-i6808e.pdf>

- de fournir un point de référence permettant de mesurer les progrès accomplis en matière de respect des normes minimales pertinentes de la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes.

17. L'approche méthodologique s'est principalement appuyée sur des sources qualitatives (entretiens en personne ou en ligne, questionnaires en ligne), recoupées avec des sources quantitatives sous la forme d'études sur dossier d'échantillons de cadres de programmation par pays et à l'appui de la documentation du projet. Les conclusions positives de cet exercice confirment que des progrès ont été réalisés mais que les effets sont inégaux. On observe une plus grande sensibilisation des principaux techniciens au mandat et aux directives de la FAO en matière de parité, mais il reste beaucoup à faire pour améliorer la compréhension de la signification particulière de l'intégration de la parité et sa mise en pratique systématique afin de parvenir à une pleine application de la Politique de la FAO sur l'égalité des sexes en Europe et en Asie centrale.

B. Autonomisation des femmes rurales

18. Le ciblage des travaux de la FAO dans la région sur l'autonomisation économique des femmes rurales met particulièrement l'accent sur les pays d'Asie centrale, qui font face à des difficultés telles que la pauvreté rurale, la malnutrition, un accroissement démographique rapide et des pressions sur les ressources naturelles. L'agriculture ne peut absorber la croissance de la population rurale, ce qui oblige les femmes et les hommes à migrer à la recherche d'un emploi et de revenus. La migration de la main-d'œuvre depuis ces pays se dirige principalement vers la Russie et le Kazakhstan, et a atteint au cours des dix dernières années un niveau sans précédent par rapport aux décennies antérieures, qui met en lumière, entre autres choses, des schémas sexospécifiques clairs, car ce sont surtout les hommes qui migrent depuis les pays d'Asie centrale, tandis que les femmes restent généralement sur place et s'occupent des enfants, des personnes âgées et des travaux agricoles. Les transferts d'argent dans la région ne se traduisent pas toujours par des investissements ruraux directs et une amélioration des moyens d'existence des communautés rurales. De fait, on constate de plus en plus que les flux migratoires de la main-d'œuvre ont un double effet sur le développement local et les familles restées sur place dans les zones rurales. À cet égard, la diversification des revenus grâce à des activités non agricoles, par exemple, le renforcement de l'artisanat rural, et la lutte contre les obstacles à la commercialisation de sa production en Asie centrale et à l'extérieur peuvent être une stratégie de développement efficace pour créer une source significative et durable de revenus (principaux ou de complément) pour les communautés rurales dans plusieurs pays de la sous-région avec un faible investissement et des rendements élevés.

19. Les travaux menés dans ce domaine à ce jour peuvent être répartis comme suit:

Renforcer la connaissance de la situation

20. Durant les années 2016-2017, l'équipe chargée de la parité au sein du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a soutenu la recherche et des études portant sur l'examen de la situation actuelle des chaînes de valeur et sur le potentiel de développement de l'artisanat qui recourt à des matières premières d'origine agricole en tant que source de création d'emplois et de diversification des revenus pour les communautés des zones rurales en Azerbaïdjan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan. Les rapports produits par ces études soulignent les enjeux du développement de l'artisanat rural aux niveaux national et régional; analysent les marchés existants et potentiels pour les produits de l'artisanat rural, recensent les opportunités et les principaux obstacles et formulent des recommandations concernant la création d'emplois, le maintien des moyens d'existence ruraux et la prévention des flux migratoires depuis les zones rurales. Les principales recommandations indiquent qu'au cours de la dernière décennie, certains artisanats de la région sont devenus des secteurs rentables qui produisent des articles vendus localement, à l'échelle nationale et à l'étranger, mais que certains domaines (comme le traitement de la laine, la vannerie et la teinture de la soie par exemple) constituent encore des opportunités d'emploi pour les communautés rurales et, avec un faible investissement, ont un fort potentiel de génération de revenus et de création d'entreprises. Les conclusions et les recommandations des rapports ont été validées lors de la Conférence internationale

sur les investissements étrangers, les technologies modernes et l'innovation pour le développement, qui s'est tenue à Bukhara (Ouzbékistan) du 26 au 28 mai 2016²⁰.

Créer un environnement favorable à l'appui des femmes rurales

21. S'appuyant sur les recommandations formulées dans les rapports ci-dessus, deux sessions pilotes de formation ont été menées à Kulundu (province de Batken, Kirghizistan) et Baysoon (province de Sourkhan-Daria, Ouzbékistan) en mars et mai 2017 respectivement, et ont ciblé les femmes rurales engagées dans la production d'artisanat rural. Plus de 50 femmes ont été formées dans les deux pays. Les résultats de ces sessions de formation ont été présentés lors de deux tables rondes organisées à Bishkek et Tashkent respectivement en juin et juillet 2017, dans l'objectif de toucher les responsables politiques et de débattre de l'artisanat rural en tant que source de création d'emplois et de génération de revenus, et d'améliorer son potentiel commercial.

22. L'équipe chargée de la parité au sein du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale tient à poursuivre les travaux relatifs à l'amélioration de la qualité marchande des produits issus de l'artisanat rural ethnique. Comme les femmes rurales sont généralement en mesure de contrôler les revenus issus de la production et de la vente de ces articles, (et la FAO encourage leur production à partir de matières premières et de résidus agricoles), ces interventions leur bénéficient directement. Dans le même temps, il est essentiel d'utiliser ces travaux comme point de départ pour instaurer des changements stratégiques et de continuer à cibler les instances politiques pour promouvoir un environnement permettant d'assurer que les femmes rurales bénéficient d'un meilleur accès aux diverses ressources productives.

23. Il convient également de mentionner que ces travaux viennent compléter le Programme conjoint des Nations Unies visant à accélérer les progrès en faveur de l'autonomisation économique des femmes rurales, mis en œuvre conjointement par la FAO, le FIDA, le PAM et ONU Femmes au Kirghizistan.

C. Intégration des questions de parité dans l'assistance technique de la FAO

24. Tous les projets de la FAO reçoivent un marqueur de l'égalité hommes-femmes qui mesure la contribution de chaque intervention technique aux objectifs d'égalité des sexes; ils sont ainsi classés en quatre catégories: G0 – Neutralité en termes de genre, G1 – Intégration des considérations de parité hommes-femmes, G2a – Discrimination positive en faveur des femmes, et G2b – Centrage sur l'égalité entre les sexes²¹.

²⁰ Ces études sont les suivantes: 1) *Review and analysis of export potential and marketing opportunities for rural off-farm activities in Central Asia* conduite par une fondation publique, le Central Asian Crafts Support Association's Resource Centre à Bishkek (Kirghizistan); 2) *Assessment of the possibilities for income diversification through rural crafts development (in support of the small business and job creation for women and men in rural communities in the Republic of Uzbekistan)* menée par la Central Asia and the Caucasus Association of Agricultural Research Institutions dans le bureau régional de l'International Center for Agricultural Research in the Dry Areas in Central Asia and the Caucasus (ICARDA-CAC); et 3) *Gender-sensitive analysis of sericulture in Azerbaijan* dirigée par l'Inkishaf, un centre de recherche à Bakou (Azerbaïdjan).

²¹ G0 – Neutralité en termes de genre. Les projets qualifiés de neutres en termes de genre sont ceux qui ne peuvent pas faire avancer la cause de l'égalité entre les sexes.

G1 – Intégration des considérations de parité hommes-femmes. Il s'agit des projets pour lesquels la prise en compte des questions de parité est en partie pertinente. Seules quelques activités concernent la parité dans le projet, et des ressources humaines et financières sont affectées à l'égalité entre les sexes.

G2a – Discrimination positive en faveur des femmes. Pour les projets relevant de cette catégorie, les questions de parité hommes-femmes sont tout à fait pertinentes et sont intégrées dans toutes leurs dimensions, même si l'égalité entre les sexes n'est pas le principal objectif du projet.

25. En Europe et en Asie centrale, on dénombre au moins 70 projets actifs de la FAO, chacun pour un montant supérieur à 100 000 USD, comme le montre le tableau 1 ci-dessous. Parmi ces projets, seuls 8,5 pour cent sont considérés neutres en termes de genre; les autres, soit 91,5 pour cent, abordent les questions de parité d'une manière ou d'une autre dans le document de projet; l'équipe chargée des questions de parité au sein du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale apporte son soutien à au moins 45,7 pour cent d'entre eux.

Tableau 1. Projets de la FAO en cours en Europe et en Asie centrale (plus de 100 000 USD), par marqueur de l'égalité hommes-femmes

Marqueur de l'égalité hommes-femmes	G0 – Neutralité en termes de genre	G1 – Intégration des considérations de parité hommes-femmes	G2a – Discrimination positive en faveur des femmes	G2b – Centrage sur l'égalité entre les sexes	Total
Nombre de projets en cours	6	24	37	3	70
Pourcentage par rapport au total des projets en cours	8,5	34,2	53	4,3	100

IV. Prochaines étapes et résultats attendus pour 2018-2022

26. Les prochaines étapes et les résultats attendus en 2018-2022 seront guidés par les normes minimales de la FAO en matière d'intégration des considérations de parité hommes-femmes, et encadrés par les ODD et leurs indicateurs dont la FAO est l'organisme garant, par exemple ceux liés à l'accès des femmes aux terres. La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes²² servira également de cadre. Les interventions seront également ciblées en fonction des priorités établies en 2016 par la Conférence régionale pour l'Europe pour 2018-2021, qui concernent l'appui: à l'autonomisation des petits exploitants, à la facilitation des échanges et à l'intégration des marchés, à la lutte contre la dégradation des terres, à l'atténuation du

G2b – Centrage sur l'égalité entre les sexes. Pour les projets relevant de cette catégorie, l'égalité entre les sexes est un des principaux objectifs, les projets ciblent donc tout particulièrement la parité et/ou l'autonomisation des femmes. Manuel du Programme de coopération technique de la FAO (2015), Rome.

²² La Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes est une convention internationale des droits de l'homme, et le seul instrument international qui porte exclusivement sur les droits des femmes. Elle a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1979 et est entrée en vigueur le 3 septembre 1981. Elle définit la discrimination contre les femmes et établit un programme d'interventions nationales visant à éliminer la discrimination et à renforcer l'égalité hommes-femmes. L'article 14 de la Convention appelle les États à respecter et à faire appliquer les droits des femmes rurales relatifs à leur capacité de production. Il s'agit des droits à l'accès aux services de vulgarisation agricole, aux opportunités économiques, aux actifs de production, aux technologies efficaces, aux services financiers, et des droits de participer à la planification de l'agriculture et du développement rural. Les États qui ratifient la Convention s'engagent à prendre en considération les problèmes particuliers que rencontrent les femmes rurales et le rôle essentiel qu'elles jouent dans le développement social et économique de leur famille. Ils doivent prendre des mesures appropriées pour éliminer les discriminations à l'encontre des femmes dans les zones rurales afin de garantir, sur la base de l'égalité entre les hommes et les femmes, qu'elles participent au développement agricole et rural, et en bénéficient. Tous les pays de la région Europe et Asie centrale ont ratifié la Convention sans réserve.

changement climatique et à l'adaptation à ses effets, à la sécurité alimentaire et à la lutte contre les maladies animales transfrontières.

27. Les travaux se concentreront sur les éléments suivants:

- l'appui au renforcement des capacités des pays en faveur de politiques inclusives en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et de programmes de développement agricole et rural, en ciblant le personnel technique de la FAO et les partenaires nationaux, y compris les ministères de l'agriculture et des secteurs ruraux, des forêts, de la pêche, du travail et de la protection sociale. Il s'agira également de les doter des compétences nécessaires pour formuler des politiques, des programmes et des projets fondés sur des données probantes qui tiennent compte des besoins des groupes défavorisés, et donnent aux femmes et aux hommes des chances égales.
- La création de connaissances et l'amélioration du dialogue politique, et la fourniture d'un appui au niveau des pays permettant l'autonomisation économique des femmes rurales en facilitant l'accès aux ressources productives, aux services, aux technologies, à un travail décent et à la protection sociale. Les domaines qui feront tout particulièrement l'objet de recherches au cours des prochaines années sont les questions de parité dans la sécurité alimentaire et la nutrition, la foresterie, l'élevage, la pêche; l'accès à l'e-agriculture; et l'accès aux services de conseil rural.
- L'appui aux pays pour le développement de chaînes de valeur inclusives et qui tiennent compte des questions de parité et la promotion de l'entrepreneuriat des femmes grâce à l'analyse des marchés et des filières, et la fourniture d'un soutien permanent et direct pour aider les femmes à générer des revenus durables par l'intermédiaire d'emplois alternatifs et écologiques.
- La fourniture d'un soutien et de conseils techniques aux pays pour la collecte et l'utilisation de données ventilées par sexe afin de suivre les progrès réalisés dans la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes dans les principaux domaines relevant du mandat de la FAO et de veiller à ce que la question de la parité soit intégrée dans l'ensemble des cadres de programmation par pays et des initiatives régionales en vue d'atteindre des systèmes alimentaires et agricoles durables.

28. Au cours des prochains mois, le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale mènera le processus d'élaboration de la stratégie régionale pour l'égalité des sexes pour les années à venir (2018-2022), qui sera présentée à la Conférence régionale pour l'Europe pour approbation en mai 2018. L'objectif premier de la stratégie régionale sera de contribuer aux efforts consentis par la FAO pour aider les États Membres de la région à atteindre les objectifs de développement définis par les ODD. Le renforcement permanent des capacités en faveur d'une meilleure intégration des questions de parité dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi, l'établissement de rapports et l'évaluation de ses interventions de développement sera au centre des travaux de la FAO, conformément aux recommandations formulées lors du récent inventaire. Le personnel technique de la FAO et les partenaires nationaux des ministères de l'agriculture, des forêts et de la pêche constitueront les principales cibles de ces activités. Dans ce contexte, des efforts seront fournis pour élaborer une proposition de projet régional, qui devrait intensifier l'appui aux activités mises en place au niveau régional et des pays pour renforcer les capacités des parties prenantes nationales (des ministères concernés, du monde universitaire et des organisations des communautés rurales) en faveur de l'intégration des questions de parité hommes-femmes. L'accent sera particulièrement mis sur la création d'un environnement propice à l'autonomisation économique des hommes et des femmes dans les zones rurales, notamment en développant leurs possibilités de générer des revenus agricoles et non agricoles et en améliorant la qualité et les possibilités de commercialisation de leurs produits. Les membres sont invités à apporter leur appui en fournissant des fonds extrabudgétaires, et en cherchant à renforcer les partenariats existants et à en créer de nouveaux avec des institutions expérimentées à l'échelle nationale.

V. Recommandations en matière de politiques

30. Les Membres sont invités à approuver les recommandations présentées et adoptées dans l'Appel conjoint à l'action publié par la conférence de Vilnius, et qui reprend les conclusions et recommandations émanant des évaluations de la parité hommes-femmes menées par la FAO dans les pays de la région. L'objectif est de renforcer les engagements des gouvernements à l'appui des femmes dans le développement agricole et rural dans le cadre des ODD du Programme de développement durable à l'horizon 2030:

- 1) **Formuler** des politiques et des stratégies nationales pour l'agriculture et le développement rural, ainsi que pour la sécurité alimentaire et la nutrition, qui soient inclusives et tiennent compte des questions de parité, et qui respectent l'article 14 de la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; et introduire des mécanismes redditionnels afin de veiller à leur mise en œuvre;
- 2) **Établir et renforcer** des mécanismes de gouvernance inclusifs et renforcer les capacités des femmes afin d'accroître leur représentation et leur leadership dans les institutions dirigeantes à tous les niveaux, notamment dans les processus liés à l'élaboration des politiques et des programmes relatifs au développement rural et agricole et à la sécurité alimentaire et à la nutrition, de sorte qu'elles puissent participer pleinement au processus décisionnel et à la formulation des lois, politiques et programmes;
- 3) **Formuler et mettre en œuvre** des politiques et des programmes sur l'égalité des chances afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en ciblant particulièrement les femmes rurales, et veiller à ce que des ressources financières suffisantes soient disponibles pour l'application de ces programmes;
- 4) **Soutenir** les programmes visant l'autonomisation économique des femmes rurales, qui améliorent leurs compétences entrepreneuriales, l'accès au financement et aux marchés, l'enseignement et les connaissances agricoles (y compris l'enseignement supérieur), créent des emplois décents et comblent l'écart salarial qui existe entre les femmes et les hommes;
- 5) **Élaborer et mettre en œuvre** des mesures et des politiques de protection sociale transformative, et investir dans les infrastructures rurales qui ciblent spécifiquement les femmes rurales, notamment des programmes et des politiques visant à garantir que les travaux domestiques non rémunérés soient reconnus, réduits et réorganisés grâce à des investissements dans les infrastructures physiques rurales et l'infrastructure sociale des soins;
- 6) **Modifier** les cadres juridiques et institutionnels pour faire face aux causes structurelles des inégalités entre les hommes et les femmes et s'assurer que les budgets nationaux tiennent compte des questions de parité;
- 7) **Soutenir** la collecte et la diffusion d'informations sur les bonnes pratiques qui font progresser l'égalité entre les sexes dans les domaines de l'agriculture et du développement rural, de la sécurité alimentaire et de la nutrition et de l'autonomisation des femmes rurales.

31. Les représentants des organisations de la société civile (OSC) et du secteur privé sont invités à soutenir les États Membres dans la mise en œuvre des recommandations ci-dessus. Les OSC et le secteur privé sont invités à apporter leur appui aux recommandations suivantes, qui ont également été présentées et adoptées dans l'Appel conjoint à l'action émanant de la conférence de Vilnius:

- 1) Inciter particulièrement les femmes rurales et les jeunes femmes des groupes défavorisés à s'engager dans des activités économiques;

- 2) Garantir des conditions de travail décentes aux femmes, et un salaire égal à travail égal;
- 3) Aider les femmes rurales à accéder à l'ensemble des ressources et des intrants agricoles, notamment aux ressources matérielles (terres, eau, financement, équipements, semences) et non matérielles (TIC, connaissances, technologies, compétences);
- 4) Veiller à ce que les femmes et les filles s'engagent de fait dans des activités de formation ou d'apprentissage qui participent à leur autonomisation économique;
- 5) Élaborer des programmes spécifiques pour les jeunes femmes et les jeunes hommes afin d'assurer leur accès aux débouchés rémunérateurs dans les zones rurales;
- 6) Faciliter l'accès des femmes rurales aux prestations de protection sociale;
- 7) Renforcer la sensibilisation des responsables politiques et des décideurs aux questions de parité afin d'accroître leur engagement en faveur de politiques et d'investissements qui tiennent compte de l'égalité hommes-femmes;
- 8) Travailler auprès des hommes afin de lutter contre les stéréotypes et d'équilibrer la répartition des tâches entre hommes et femmes.

Références

FAO. 2012a. Policy on Gender Equality (disponible à l'adresse: www.fao.org/docrep/017/i3205e/i3205e.pdf).

FAO. 2012b. Report on the gender stocktaking in the Regional Office for Europe and Central Asia (REU) and Subregional office for Central Asia (SEC). Non publié.

FAO. 2014a. Guidelines for gender stocktaking in FAO. Non publié (disponible sur l'intranet de la FAO)

FAO. 2014b. Gender mainstreaming. Report for the Subregional office for Central Asia of FAO. Non publié.

FAO. 2015a. Office of the Inspector General. AUD 2115. Review of gender mainstreaming in support of FAO's strategic framework. Non publié.

FAO. 2015b. Bureau de l'évaluation Final evaluation of the FAO-Turkey Partnership Programme (FTPP). Rapport final. Non publié.

FAO (2016a) National gender profile of agricultural and rural livelihoods – Kyrgyz Republic. Country gender assessment series. Disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i5763e.pdf

FAO. 2016b. National gender profile of agricultural and rural livelihoods – Tajikistan. Country gender assessment series (disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i5766e.pdf).

FAO. 2016c. National gender profile of agricultural and rural livelihoods – Turkey. Country gender assessment series (disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i6192e.pdf).

FAO. 2016d. Gender, agriculture and rural development in Albania. Country gender assessment series (disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i5413e.pdf).

FAO. 2016e. Gender, agriculture and rural development in Armenia. Country gender assessment series (disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i6737e.pdf).

FAO. 2016f. Regional gender equality strategy for Europe and Central Asia and action plan (disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i5501e.pdf).

FAO et EIGE 2017. Regional Conference Promoting Socially Inclusive Rural Development in Europe and Central Asia: Action for the 2030 Agenda. Vilnius (Lituanie), 30 janvier-1^{er} février 2017. Joint Call for Action (disponible à l'adresse: www.fao.org/3/a-i7020e.pdf).

PNUD. 2015. Indice d'inégalité des genres, 2015. Tableau (disponible à l'adresse: <http://hdr.undp.org/fr/composite/GII>).

ONU Femmes 2012. UN System-Wide Action Plan for Implementation of the CEB United Nations System-Wide Policy on Gender Equality and the Empowerment of Women (disponible à l'adresse: www.unwomen.org/-/media/headquarters/attachments/sections/how%20we%20work/unsystemcoordination/un-swap-framework-dec-2012.pdf?vs=1441).